

Candidats du Parti Communiste Français

Étienne HÊMIDY

Ajusteur - Conseiller municipal de Nantes
Ancien interné politique - Secrétaire fédéral du P.C.F.

REMPLAÇANT EVENTUEL

Georges PRAMPART

Chaudronnier - Conseiller municipal de Nantes
Membre du Bureau fédéral du P.C.F.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. En votant pour le candidat du Parti Communiste, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

Le 28 octobre dernier, un coup sérieux a déjà été porté au pouvoir personnel. Il faut maintenant donner votre confiance aux communistes qui combattent le pouvoir personnel sans esprit de compromis, pour consolider ce premier coup.

LE BILAN DU POUVOIR

Le pouvoir gaulliste, c'est le gouvernement des monopoles. Jamais autant de banquiers n'ont occupé les fauteuils ministériels.

La politique poursuivie a amené la réduction du pouvoir d'achat, l'allongement de la durée du travail, l'accentuation des cadences, la dépréciation des allocations familiales, par suite de la hausse du coût de la vie, l'insuffisance de la retraite vieillesse : deux millions et demi de vieillards et d'infirmes ne reçoivent que 3 NF. par jour.

La concentration industrielle, commerciale et agricole, réalisée au profit des trusts, a déclassé un grand nombre de travailleurs, et prolétarisé de nombreuses couches.

Les répercussions de la politique des monopoles sur la construction navale sont très graves : diminution du nombre d'ouvriers et d'employés. Le IV[e] Plan prévoit le licenciement de 10.000 travailleurs de la construction navale, dont 5.000 dans notre département. En ce qui concerne l'aéronautique, la situation est aussi très sérieuse.

Les paysans travailleurs sont condamnés en grand nombre à la disparition. 25.000 petits exploitants de notre département sont menacés. Le pouvoir gaulliste vient d'ordonner aux caisses de crédits agricoles de supprimer les prêts aux exploitants familiaux.

Les artisans et les petits commerçants sont sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés. Le droit de grève est menacé : aussitôt le plébiscite, le pouvoir a ordonné la réquisition du personnel de la R.A.T.P.

La laïcité est foulée aux pieds. L'O.A.S. bénéficie des complaisances complices du pouvoir.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La IV[e] République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

- Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social.
- des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction.
- les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNÉS RÉSOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

- L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises. Les trusts de la construction navale seraient nationalisés. Cette mesure favoriserait le développement de la construction de navires, dans le cadre d'une politique de paix et de coopération économique entre tous les pays.
- Augmentation générale des salaires, traitements, retraites et pensions.
- Création de nouveaux emplois. 40.000 emplois nouveaux sont à créer d'ici 1970 ; implantation d'un complexe sidérurgique dans la Basse-Loire. Bons nombres de candidats font état de cette proposition. Je rappelle que cette proposition a été faite par les élus communistes en 1958, au Conseil municipal de Nantes ; ils en ont l'initiative. A cette époque, ORRION, REY, DASSIE, ROMBEAUT et autres faisaient la sourde oreille.

Le problème de l'emploi et de l'apprentissage se pose avec acuité. Chaque année, des milliers de jeunes aspirent à acquérir un métier et les établissements d'Etat s'avèrent insuffisants.

Les grosses entreprises, Batignolles, Brandt, Brissonneau, forment de moins en moins d'apprentis et, avec un personnel identique, accroissent leurs bénéfices.

- Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables. Il faudrait construire en Loire-Atlantique 13.000 H.L.M. par an pendant dix ans.
(dont 5.000 pour l'agglomération nantaise) pour résoudre la crise du logement.
- Exécution de grands travaux édilitaires, notamment des ponts sur la Loire. ORRION, se faisant le porte-parole du pouvoir, annonce qu'une deuxième ligne de ponts sur la Loire sera mise en service en... 1967 !
- Achèvement rapide du Centre Hospitalier commencé depuis plus de 10 ans.
- Aménagement sportif ; construction de stades, piscines et gymnases.
- Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole.
- Réforme démocratique et nationalisation de l'enseignement ; retour à la laïcité de l'Etat et de l'Ecole. Construction d'écoles, primaires, techniques, secondaires et supérieures. Plusieurs milliers de jeunes gens et de jeunes filles ne trouvent place dans les lycées et collèges de leur choix, mettant en cause leur avenir.
- Construction de chambres pour étudiants.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

- Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général.
- Opposition aux entreprises du militarisme allemand. Dans le cadre du règlement pacifique du problème allemand, peut se réaliser la réconciliation des peuples français et allemand en vue de la paix entre les peuples.
- Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie,

POUR LA PAIX
POUR UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE
POUR LE PROGRÈS SOCIAL

VOTEZ POUR LES CANDIDATS COMMUNISTES

Etienne HEMIDY

REMPLAÇANT EVENTUEL
GEORGES PRAMPART

Vu, le candidat.

Imprimerie Commerciale, RENNES